



*Empowered lives.
Resilient nations.*

REQUEST FOR PROPOSAL

Recrutement de cabinets en trois (03) lots pour la réalisation des schémas communaux d'aménagement et de développement territorial des communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny

RFP No.: RFP/GOUV/005/2021

Supervision : Team Leader Gouvernance

Lieu : Sénégal

Publié le : 19 April 2021

Sommaire

Section 1. Lettre d’Invitation	4
Section 2. Instruction aux soumissionnaires	6
A. DISPOSITIONS GENERALES 6	
1. Introduction	6
2. Fraude et Corruption, Cadeaux et Hospitalité	6
3. Eligibilité.....	6
4. Conflit d’Intérêts.....	7
B. Invitation à soumissionner (RFP) 7	
5. Considerations Générales	7
6. Coût de préparation de la proposition	7
7. Langues	8
8. Documents à considérer dans la soumission	8
9. Documents établissant l’éligibilité et la qualification des soumissionnaires	8
10. Format et contenu de la proposition technique.....	8
11. Proposition Financière	8
12. Garantie de soumission.....	8
13. Devises	9
14. Joint Venture, Consortium or Association.....	9
15. Proposition Unique.....	10
16. Période de Validité de la Proposition	10
17. Extension de la Période de Validité de la Proposition	10
18. Clarification des propositions	10
19. Modification des Propositions	11
20. Proposition Alternative	11
21. Conférence préparatoire.....	11
C. SOUMISSION ET OUVERTURE DES PROPOSITIONS 11	
22. Soumission	11
23. Date limite pour la soumission des propositions et propositions tardives	13
24. Retrait, substitution et modification des propositions.....	13
25. Ouverture des propositions	13
D. Evaluation des propositions 13	
26. Confidentialité	13
27. Evaluation des propositions.....	14
28. Examen préliminaire.....	14
29. Évaluation de l’éligibilité et de la qualification	14

30.	Evaluation des propositions techniques et financières.....	14
31.	Vérifications nécessaires	15
32.	Clarification des propositions	16
33.	Réactivité de la proposition	16
34.	Non-conformités, erreurs et omissions réparables	16
E.	Adjudication du contrat	16
35.	Droit d'accepter, rejeter, une ou toute proposition.....	16
36.	Critères d'attribution	16
37.	Debriefing.....	17
38.	Droit de modifier les exigences au moment de l'adjudication	17
39.	Signature du contrat.....	17
40.	Type de contrat et conditions générales.....	17
41.	Garantie de performance.....	17
42.	Garantie bancaire pour les avances	17
43.	Dommmages et intérêts.....	17
44.	Dispositions relatives au paiement.....	17
45.	Plainte des fournisseurs	17
46.	Autres dispositions	18
	Section 3. Fiche Technique	19
	Section 4. Critère d'évaluation	22
	Section 5. Termes de Référence.....	25
	Section 6 : Formulaires de soumission / Liste de contrôle	25
	Form A : Formulaire de soumission de la proposition technique	35
	Form B : Formulaire d'information du soumissionnaire	36
	Form C : Formulaire d'information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association.....	37
	Form D : Formulaire de qualification	38
	Form E : Formulaire de la proposition technique	40
	Form F : Formulaire de soumission de proposition financière	46
	Form G : Formulaire de proposition financière	1
	Form H : Formulaire de garantie de soumission	3

SECTION 1. LETTRE D'INVITATION

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à déposer une soumission dans le cadre de la présente invitation à soumissionner (RFP) relative à l'objet sus-référencé. **Recrutement de cabinets en trois (03) lots pour la réalisation des schémas communaux d'aménagement et de développement territorial des communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny**

La présente consultation est répartie en trois lots :

- ☛ Lot 1 : commune de Bargny ;
- ☛ Lot 2 : commune de Sandiara ;

Lot 3 : commune de Mont-Rolland. RFP/005/GOUV/2021

Cette invitation à soumissionner inclut les documents suivants ainsi que les conditions générales relatives aux contrats insérés dans la Fiche Technique (FT) :

- Section 1: Lettre d'Invitation
- Section 2: Instruction aux soumissionnaires
- Section 3: Fiche technique (FT)
- Section 4: Critères d'évaluation
- Section 5: Termes of Reference
- Section 6: Formulaire de soumission à renvoyer
 - Form A: Formulaire de soumission technique
 - Form B: Formulaire d'informations sur le soumissionnaire
 - Form C: Formulaire d'informations pour les Joint Venture/Consortium/Association
 - Form D: Formulaire de qualification
 - Form E: Format de proposition technique
 - Form F: Formulaire de soumission financière
 - Form G: Format de proposition financière

Si vous êtes intéressé à soumettre une proposition en réponse à cette RFP, veuillez préparer votre proposition conformément aux exigences et à la procédure énoncées dans le présent document et la soumettre avant la date limite pour la soumission des propositions figurant dans la fiche technique.

Veuillez accuser réception du présent RFP en envoyant un courriel à achats.senegal@undp.org en indiquant si vous avez l'intention de soumettre une proposition. Vous pouvez également utiliser la fonction "Accept Invitation" du système eTendering, le cas échéant. Cela vous permettra de recevoir des modifications ou des mises à jour du présent RFP. Si vous avez besoin de plus de précisions, veuillez communiquer avec la ou les personnes-ressources identifiées dans la fiche de données de soumission ci-jointe comme point de contact pour toute question sur ce RFP.

Le PNUD attend votre proposition avec impatience et vous remercie d'avance de votre intérêt pour les opportunités d'achat du PNUD.

Préparé par :
Team Procurement

Name: Procurement
Titre: procurement Team
Date: **April 26, 2021**

Approuvé par:

_____ Luc Gnonglonfon
Luc Gnonglonfon

Name:
Titre: DRR/O
Date: **April 26, 2021**

SECTION 2. INSTRUCTION AUX SOUMISSIONNAIRES

A. DISPOSITIONS GENERALES	
1. Introduction	<p>1.1 Les soumissionnaires doivent respecter toutes les exigences de la présente RFP, y compris les modifications écrites du PNUD. Cette RFP est menée conformément aux Politiques et Procédures du Programme et des Opérations du PNUD (POPP) sur les Contrats et les Acquisitions qui peuvent être consultées à l'adresse suivante :</p> <p>https://popp.undp.org/SitePages/POPPBSUnit.aspx?TermID=254a9f96-b883-476a-8ef8-e81f93a2b38d</p> <p>1.2 Toute proposition soumise sera considérée comme une offre du soumissionnaire et ne constitue ni n'implique l'acceptation de la proposition par le PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer un contrat à un soumissionnaire à la suite de cette RFP.</p> <p>1.3 Dans le cadre de la soumission, il est souhaitable que le soumissionnaire s'inscrive sur le site Web du Marché mondial des Nations Unies (UNGM) (www.ungm.org). Le soumissionnaire peut toujours soumettre une offre même s'il n'est pas enregistré auprès de l'UNGM. Cependant, si le soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution du contrat, le soumissionnaire doit s'inscrire à l'UNGM avant la signature du contrat.</p>
2. Fraude et Corruption, Cadeaux et Hospitalité	<p>2.1 Le PNUD applique strictement une politique de tolérance zéro sur les pratiques proscrites, y compris la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique, et contraint les soumissionnaires à respecter les normes d'éthique les plus strictes. La politique anti-fraude du PNUD peut être consultée sur http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_andinvestigation.html#anti</p> <p>2.2 Les soumissionnaires / vendeurs n'offriront aucun cadeau ou hospitalité aux membres du personnel du PNUD, y compris les voyages récréatifs à des événements sportifs ou culturels, les parcs à thème ou les offres de vacances, le transport ou les invitations aux déjeuners ou dîners extravagants.</p> <p>2.3 En application de cette politique, le PNUD :</p> <p style="padding-left: 40px;">(a) rejettera une proposition s'il détermine que le soumissionnaire sélectionné s'est livré à des pratiques frauduleuses durant la compétition pour le contrat en question ;</p> <p style="padding-left: 40px;">(b) déclarera un fournisseur inéligible, indéfiniment ou pour une période déterminée, à l'attribution d'un contrat si, à tout moment, il détermine que le vendeur s'est livré à des pratiques frauduleuses durant la compétition ou en exécutant un Contrat du PNUD.</p> <p>2.4 Tous les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, qui peut être trouvé à l'adresse suivante : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf</p>
3. Eligibilité	<p>3.1 Un fournisseur ne devrait pas être suspendu, exclu ou autrement identifié comme inéligible par une organisation des Nations Unies ou le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale. Les fournisseurs sont donc tenus de divulguer au PNUD s'ils sont soumis à une sanction ou à une suspension temporaire imposée par ces organisations.</p> <p>3.2 Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que ses employés, coentrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs de services, fournisseurs et / ou employés respectent les critères d'admissibilité établis par le PNUD.</p>

<p>4. Conflit d'Intérêts</p>	<p>4.1 Les soumissionnaires doivent strictement éviter les conflits avec d'autres affectations ou leurs propres intérêts, et agir sans considération pour les travaux futurs. Les soumissionnaires ayant un conflit d'intérêts seront disqualifiés. Sans limitation quant à la généralité de ce qui précède, les soumissionnaires et l'un ou l'autre de leurs affiliés seront considérés comme ayant un conflit d'intérêts avec une ou plusieurs parties dans ce processus de sollicitation, s'ils :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Sont ou ont été associés par le passé à une entreprise ou à l'une de ses filiales qui a été engagée par le PNUD pour fournir des services pour la conception, les spécifications, les termes de référence, l'analyse / estimation des coûts et d'autres documents destinés à être utilisé pour l'acquisition des biens et services dans le cadre de ce processus de sélection ; b) Ont participé à la préparation et / ou à la conception du programme / projet lié aux services demandés dans le cadre du présent RFP ; ou c) Sont jugés en conflit pour toute autre raison, telle qu'établie par le PNUD ou à la discrétion du PNUD. En cas d'incertitude quant à l'interprétation d'un conflit d'intérêts potentiel, les soumissionnaires doivent divulguer au PNUD et demander au PNUD de confirmer s'il existe ou non un tel conflit. <p>4.2 De même, les soumissionnaires doivent divulguer dans leur proposition leur connaissance des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Si les propriétaires, copropriétaires, dirigeants, directeurs, actionnaires contrôlants, de l'entité soumissionnaire ou du personnel clé sont des membres de la famille du personnel du PNUD impliqués dans les fonctions d'approvisionnement et / ou le gouvernement du pays ou un partenaire bénéficiaire de cet RFP ; et b) Toutes les autres circonstances pouvant mener à des conflits d'intérêts réels ou perçus, à des pratiques de collusion ou à des pratiques de concurrence déloyale. <p>La non divulgation d'une telle information peut entraîner le rejet de la proposition ou des propositions affectées par cette dernière.</p> <p>4.3 L'éligibilité des soumissionnaires appartenant en totalité ou en partie au gouvernement sera subordonnée à l'évaluation et à l'examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que l'enregistrement, l'exploitation et la gestion en tant qu'entreprise indépendante, l'étendue de la propriété / les subventions, le mandat et l'accès potentiel à l'information dans le cadre de cet RFP entre autres. Les conditions qui peuvent entraîner un avantage indu contre d'autres soumissionnaires peuvent entraîner le rejet éventuel de la proposition.</p>
<p>B. Invitation à soumissionner (RFP)</p>	
<p>5. Considerations Générales</p>	<p>5.1 Lors de la préparation de la proposition, le soumissionnaire doit examiner la demande de propositions en détail. Les lacunes importantes dans la fourniture de l'information demandée dans le RFP peuvent entraîner le rejet de la proposition.</p> <p>5.2 Le soumissionnaire ne sera pas autorisé à profiter des erreurs ou des omissions dans le RFP. Si de telles erreurs ou omissions sont découvertes, le soumissionnaire doit informer le PNUD.</p>
<p>6. Coût de préparation de la proposition</p>	<p>6.1 Le soumissionnaire assumera tous les coûts liés à la préparation et / ou à la soumission de la proposition, que sa proposition ait été sélectionnée ou non. Le PNUD ne sera pas responsable de ces coûts, quelle que soit la conduite ou le résultat du processus d'achat.</p>

7. <i>Langues</i>	7.1 La proposition, ainsi que toute correspondance échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, doit être rédigée dans la (les) langue (s) spécifiée (s) dans la FT.
8. <i>Documents à considérer dans la soumission</i>	8.1 La proposition doit comprendre les documents suivants : a) les documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire ; b) Proposition technique c) proposition financière ; d) la garantie de soumission, si requise dans la FT ; e) Toute pièce jointe et / ou annexe à la proposition.
9. <i>Documents établissant l'éligibilité et la qualification des soumissionnaires</i>	9.1 Le soumissionnaire doit fournir une preuve documentaire de son statut de fournisseur admissible et qualifié, en utilisant les formulaires prévus à la section 6 et en fournissant les documents requis dans ces formulaires. Pour attribuer un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées à la satisfaction du PNUD.
10. <i>Format et contenu de la proposition technique</i>	10.1 Le soumissionnaire est tenu de soumettre une proposition technique en utilisant les formulaires standard et les modèles fournis à la section 6 du RFP. 10.2 La proposition technique ne doit inclure aucun prix ou information financière. Une proposition technique contenant des informations financières importantes peut être déclarée non recevable. 10.3 Les échantillons d'articles, lorsque requis selon la section 5, doivent être fournis dans les délais spécifiés et sauf indication contraire du PNUD, sans frais pour le PNUD 10.4 Lorsque cela est applicable et requis conformément à la section 5, le soumissionnaire doit décrire le programme de formation nécessaire disponible pour l'entretien et l'exploitation des services et / ou de l'équipement offerts ainsi que le coût pour le PNUD. Sauf indication contraire, cette formation ainsi que le matériel de formation doivent être fournis dans la langue de l'offre, comme indiqué dans la FT.
11. <i>Proposition Financière</i>	11.1 The Financial Proposal shall be prepared using the Standard Form provided in Section 6 of the RFP. It shall list all major cost components associated with the services, and the detailed breakdown of such costs. 11.2 Any output and activities described in the Technical Proposal but not priced in the Financial Proposal, shall be assumed to be included in the prices of other activities or items, as well as in the final total price. 11.3 Prices and other financial information must not be disclosed in any other place except in the financial proposal.
12. <i>Garantie de soumission</i>	12.1 Une garantie de soumission, si exigée par la FT, doit être fournie selon le montant et la forme indiqués dans la FT. La garantie de soumission est valable jusqu'à trente (30) jours après la date limite de validité de la proposition. 12.2 La garantie de soumission doit être incluse avec la proposition technique. Si la garantie de soumission est exigée par la demande de propositions mais ne figure pas avec la proposition technique, la proposition doit être rejetée. 12.3 Si le montant de la Garantie de soumission ou sa période de validité est inférieur à ce qui est requis par le PNUD, le PNUD rejette la Proposition.

	<p>12.4 Dans le cas où une soumission électronique est autorisée dans la FT, les soumissionnaires doivent inclure une copie de la garantie dans leur proposition et l'original de la Garantie de soumission doit être envoyé par messagerie ou remise en main propre conformément aux instructions de la FT.</p>
<p>13. <i>Devises</i></p>	<p>13.1 Tous les prix doivent être indiqués dans la ou les devises indiquées dans la FT. Lorsque les Propositions sont établies dans des devises différentes, à des fins de comparaison de toutes les Propositions :</p> <p>a) Le PNUD convertira la monnaie mentionnée dans la proposition dans la devise de prédilection du PNUD, conformément au taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur le dernier jour de la soumission des propositions ; et</p> <p>b) Si le PNUD sélectionne une proposition d'attribution libellée dans une devise différente de la devise de préférence de la FT, le PNUD se réserve le droit d'attribuer le contrat dans la devise du PNUD, en utilisant la méthode de conversion spécifiée ci-dessus.</p>
<p>14. <i>Joint Venture, Consortium or Association</i></p>	<p>14.1 Si le soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou une association pour la proposition, ils doivent confirmer dans leur proposition que: (i) ils ont désigné une partie pour agir en tant que entité chef de file, dûment habilitée à lier juridiquement les membres de la coentreprise, du consortium ou de l'association, ce qui doit être attesté par un accord dûment notarié entre les entités juridiques et soumis avec la proposition; et (ii) si le contrat leur est attribué, le contrat sera conclu par et entre le PNUD et l'entité principale désignée, qui agira au nom et pour le compte de toutes les entités membres composant la coentreprise.</p> <p>14.2 Après la date limite de soumission de la proposition, l'entité principale désignée pour représenter la coentreprise, le consortium ou l'association ne peut être modifiée sans le consentement écrit préalable du PNUD.</p> <p>14.3 L'entité chef de file et les entités membres de la coentreprise, du consortium ou de l'association doivent se conformer aux dispositions de la clause 9 ci-dessus en ce qui concerne la soumission d'une seule proposition.</p> <p>14.4 La description de l'organisation de la coentreprise, du consortium ou de l'association doit clairement définir le rôle attendu de chaque entité dans la coentreprise pour satisfaire aux exigences du RFP, tant dans la proposition que dans la coentreprise, le consortium ou l'accord d'association. Toutes les entités qui composent la coentreprise, le consortium ou l'association sont soumises à l'évaluation d'éligibilité et de qualification par le PNUD.</p> <p>14.5 Une coentreprise, un consortium ou une association présentant ses antécédents et son expérience devrait clairement distinguer :</p> <p>a) Ceux qui ont été entrepris conjointement par la coentreprise, le consortium ou l'association ; et</p> <p>b) Ceux qui ont été entrepris par les entités individuelles de la coentreprise, du consortium ou de l'association.</p> <p>14.6 Les contrats antérieurs réalisés par des experts individuels travaillant en privé mais qui sont associés de manière permanente ou temporaire à l'une des sociétés membres ne peuvent être revendiqués comme l'expérience de l'entreprise commune, du consortium</p>

	<p>ou de l'association ou de ses membres, mais doivent uniquement être revendiqués par experts eux-mêmes dans leur présentation de leurs qualifications individuelles.</p> <p>14.7 La JV, le consortium ou les associations sont encouragés à répondre à des exigences multisectorielles de grande valeur lorsque le spectre d'expertise et de ressources requis peut ne pas être disponible au sein d'une même entreprise.</p>
<p>15. <i>Proposition Unique</i></p>	<p>15.1 Le soumissionnaire (y compris les membres individuels d'une coentreprise) doit soumettre une seule proposition, soit en son nom propre, soit dans le cadre d'une coentreprise.</p> <p>15.2 Les propositions soumises par deux (2) soumissionnaires ou plus doivent toutes être rejetées si elles présentent l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>a) ils ont en commun au moins un associé, un administrateur ou un actionnaire majoritaire ; ou</p> <p>b) l'un d'entre eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l'autre ou</p> <p>c) ils ont le même représentant légal aux fins du présent RFP ; ou</p> <p>d) ils ont une relation entre eux, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, qui les met en mesure d'avoir accès à l'information ou à l'influence sur la proposition d'un autre soumissionnaire concernant ce processus de RFP ;</p> <p>e) ils sont des sous-traitants de la proposition de l'autre soumissionnaire ou si un sous-traitant d'une proposition autre soumet également une proposition sous son nom en tant que soumissionnaire principal ; ou</p> <p>f) certains membres du personnel clé proposés pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participent à plus d'une proposition reçue pour ce processus de RFP. Cette condition relative au personnel ne s'applique pas aux sous-traitants étant inclus dans plus d'une proposition.</p>
<p>16. <i>Période de Validité de la Proposition</i></p>	<p>16.1 Les propositions restent valables pour la période spécifiée dans la FT, à compter de la date limite de soumission des propositions. Une proposition valable pour une période plus courte peut être rejetée par le PNUD et être déclarée non recevable.</p> <p>16.2 Au cours de la période de validité de la proposition, le soumissionnaire doit maintenir sa proposition originale sans aucun changement, y compris la disponibilité du personnel clé, les tarifs proposés et le prix total.</p>
<p>17. <i>Extension de la Période de Validité de la Proposition</i></p>	<p>17.1 Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration de la période de validité de la proposition, le PNUD peut demander aux soumissionnaires de prolonger la période de validité de leurs propositions. La demande et les réponses doivent être faites par écrit et doivent être considérées comme faisant partie intégrante de la proposition.</p> <p>17.2 Si le soumissionnaire accepte de prolonger la validité de sa proposition, celle-ci doit être faite sans aucun changement dans la proposition originale.</p> <p>17.3 Le soumissionnaire a le droit de refuser de prolonger la validité de sa proposition et, dans ce cas, cette proposition ne sera pas évaluée davantage.</p>
<p>18. <i>Clarification des propositions</i></p>	<p>18.1 Les soumissionnaires peuvent demander des éclaircissements sur les documents du RFP au plus tard à la date indiquée dans la FT. Toute demande de clarification doit être envoyée par écrit de la manière indiquée dans la FT. Si les demandes sont envoyées en dehors du canal spécifié, même si elles sont envoyées à un membre du personnel du PNUD, le PNUD n'a aucune obligation de répondre ou de confirmer que la requête a été officiellement reçue.</p> <p>18.2 Le PNUD fournira les réponses aux clarifications par la méthode spécifiée dans la FT.</p>

	18.3	Le PNUD s'efforcera de fournir rapidement des réponses aux éclaircissements, mais tout retard dans cette réponse n'obligera pas le PNUD à reporter la date de soumission des Propositions, à moins que le PNUD n'estime qu'une telle prolongation est justifiée et nécessaire.
<i>19. Modification des Propositions</i>	19.1	À tout moment avant la date limite de soumission des propositions, le PNUD peut, pour une raison quelconque, par exemple en réponse à une clarification demandée par un soumissionnaire, modifier le RFP sous la forme d'un addendum à ce dernier. Les modifications seront mises à la disposition de tous les soumissionnaires éventuels.
	19.2	Si la modification est substantielle, le PNUD peut prolonger la date limite de soumission de la proposition afin de donner aux soumissionnaires un délai raisonnable pour incorporer la modification dans leurs propositions.
<i>20. Proposition Alternative</i>	20.1	Sauf indication contraire dans la FT, les propositions alternatives ne seront pas considérées. Si la soumission d'une proposition alternative est autorisée par la FT, un soumissionnaire peut soumettre une proposition alternative, mais seulement s'il soumet également une proposition conforme aux exigences du RFP. Le PNUD ne considérera que la proposition alternative proposée par le soumissionnaire dont la proposition conforme est la plus élevée selon la méthode d'évaluation spécifiée. Lorsque les conditions d'acceptation sont remplies ou que les justifications sont clairement établies, le PNUD se réserve le droit d'attribuer un contrat sur la base d'une proposition alternative.
	20.2	Si des propositions multiples / alternatives sont soumises, elles doivent être clairement marquées comme "Proposition principale" et "Proposition alternative"
<i>21. Conférence préparatoire</i>	21.1	Le cas échéant, une conférence du soumissionnaire aura lieu à la date, à l'heure et au lieu précisés dans la FT. Tous les soumissionnaires sont encouragés à y assister. Toutefois, la non-participation ne doit pas entraîner la disqualification d'un soumissionnaire intéressé. Les procès-verbaux de la conférence des soumissionnaires seront diffusés sur le site Web de l'approvisionnement et partagés par courriel ou sur la plateforme e-Tendering, comme indiqué dans la FT. Aucune déclaration verbale faite au cours de la conférence ne doit modifier les modalités et conditions du RFP, à moins d'être expressément incorporées dans les procès-verbaux de la conférence des soumissionnaires ou émises / affichées comme une modification au RFP.
C. SOUMISSION ET OUVERTURE DES PROPOSITIONS		
<i>22. Soumission</i>	22.1	Le soumissionnaire doit soumettre une proposition dûment signée et complète comprenant les documents et les formulaires conformément aux exigences de la FT. La soumission doit être faite de la manière spécifiée dans la FT.
	22.2	La proposition doit être signée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à engager le soumissionnaire. L'autorisation doit être communiquée au moyen d'un document attestant l'autorisation délivrée par le représentant légal de l'entité soumissionnaire ou d'une procuration accompagnant la proposition.
	22.3	Les soumissionnaires doivent savoir que le simple fait de soumettre une proposition implique en soi que le soumissionnaire accepte entièrement les conditions générales du contrat du PNUD.

<p>Dépôt Manuel</p>	<p>22.4 Compte tenu de la situation sanitaire qui prévaut dans le pays (Covid 19), seuls les dossiers transmis par courrier électronique seront considérés</p> <p>a) La Proposition signée doit être marquée « Original », et ses copies doivent être marquées « Copie » selon le cas. Le nombre de copies est indiqué dans la FT. Toutes les copies doivent être uniquement faites à partir de l'original signé. S'il y a des divergences entre l'original et les copies, l'original prévaudra.</p> <p>b) Les enveloppes de la proposition technique et de la proposition financière DOIVENT ÊTRE COMPLÈTEMENT SÉPARÉES et chacune d'elles doit être soumise individuellement et clairement identifiée à l'extérieur comme « PROPOSITION TECHNIQUE » ou « PROPOSITION FINANCIÈRE », selon le cas. Chaque enveloppe DOIT indiquer clairement le nom du soumissionnaire. Les enveloppes extérieures doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Porter le nom et l'adresse du soumissionnaire ; ii. S'adresser au PNUD comme indiqué dans la FT ; iii. Porter un avertissement qui stipule « Ne pas être ouvert avant l'heure et la date de l'ouverture de la proposition » comme spécifié dans la FT. <p>Si les enveloppes et les paquets avec la proposition ne sont pas scellés et marqués comme requis, le PNUD n'assumera aucune responsabilité pour le mauvais placement, la perte, ou l'ouverture prématurée de la proposition.</p>
<p>Soumission par email</p>	<p>22.5 L'envoi de courrier électronique s'il est autorisé ou spécifié dans la FT sera régi comme suit :</p> <p>a) Les fichiers électroniques qui font partie de la proposition doivent être conformes au format et aux exigences indiqués dans la FT;</p> <p>b) La proposition technique et les dossiers de proposition financière doivent être complètement distincts. La proposition financière est cryptée avec des mots de passe différents et clairement étiquetés. Les fichiers doivent être envoyés à l'adresse e-mail dédiée spécifiée dans la FT ;</p> <p>c) Le mot de passe pour l'ouverture de la proposition financière ne doit être fourni qu'à la demande du PNUD. Le PNUD ne demandera le mot de passe qu'aux soumissionnaires dont la proposition technique a été jugée techniquement réactive. L'absence de mot de passe valide peut entraîner le rejet de la proposition.</p>
<p>Soumission eTendering</p>	<p>22.6 La soumission électronique par eTendering, si elle est autorisée ou spécifiée dans la FT, est régie comme suit:</p> <p>a) Les fichiers électroniques qui font partie de la proposition doivent être conformes au format et aux exigences indiqués dans la FT;</p> <p>b) La proposition technique et les dossiers de proposition financière doivent être complètement distincts et chacun d'eux doit être téléchargé individuellement et clairement étiqueté.</p> <p>c) Le fichier de proposition financière doit être chiffré avec un mot de passe afin qu'il ne puisse pas être ouvert ni visualisé tant que le mot de passe n'est pas fourni. Le mot de passe pour l'ouverture de la proposition financière ne doit être fourni qu'à la demande du PNUD. Le PNUD ne demandera le mot de passe qu'aux</p>

	<p>soumissionnaires dont la proposition technique a été jugée techniquement réactive. Le défaut de fournir le mot de passe correct peut entraîner le rejet de la proposition.</p> <p>d) Les documents qui doivent être sous forme originale (p. ex., sécurité des soumissions, etc.) doivent être envoyés par messenger ou par livraison manuelle conformément aux instructions de la FT.</p> <p>e) Des instructions détaillées sur la façon de soumettre, de modifier ou d'annuler une offre dans le système eTendering sont fournies dans le Guide de l'utilisateur du système eTendering et les vidéos d'instruction disponibles sur ce lien:</p> <p>http://www.undp.org/content/UNDP/en/Home/Operations/Procurement/Business/Procurement-notice/Resourses/</p>
<p>23. <i>Date limite pour la soumission des propositions et propositions tardives</i></p>	<p>23.1 Les propositions complètes doivent être reçues par le PNUD de la manière et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans la FT. Le PNUD ne reconnaît que la date et l'heure auxquelles la soumission a été reçue par le PNUD.</p> <p>23.2 Le PNUD n'examinera aucune proposition soumise après la date limite pour la soumission des propositions.</p>
<p>24. <i>Retrait, substitution et modification des propositions</i></p>	<p>24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition après qu'elle ait été soumise à tout moment avant la date limite de présentation.</p> <p>24.2 Soumissions manuelles et par courriel: un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition en envoyant un avis écrit au PNUD dûment signé par un représentant autorisé, et doit inclure une copie de l'autorisation (ou une procuration). La substitution ou modification correspondante de la proposition, le cas échéant, doit accompagner l'avis écrit respectif. Tous les avis doivent être soumis de la même manière que spécifié pour la soumission des propositions, en les marquant clairement comme «retrait» «substitution» ou «modification» .</p> <p>24.3 eTendering: un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition en annulant, en éditant et en présentant de nouveau la proposition directement dans le système. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de bien suivre les instructions du système, de modifier et de soumettre une proposition de remplacement ou de modification au besoin. Des instructions détaillées sur la façon d'annuler ou de modifier une proposition directement dans le système sont fournies dans le Guide de l'utilisateur du soumissionnaire et des vidéos d'instruction.</p> <p>24.4 Les propositions demandées à être retirées sont retournées non ouvertes aux soumissionnaires (uniquement pour les soumissions manuelles), sauf si l'offre est retirée après l'ouverture de la soumission.</p>
<p>25. <i>Ouverture des propositions</i></p>	<p>25.1 Il n'y a pas d'ouverture d'offre publique pour les RFP. Le PNUD ouvre les propositions en présence d'un Comité spécial formé par le PNUD, composé d'au moins deux (2) membres. Dans le cas d'un appel d'offres électronique, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois leur proposition ouverte.</p>
<p>D. Evaluation des propositions</p>	
<p>26. <i>Confidentialité</i></p>	<p>26.1 Les informations relatives à l'examen, à l'évaluation et à la comparaison des propositions, ainsi qu'à la recommandation d'adjudication du marché, ne sont pas</p>

	<p>divulguées aux soumissionnaires ou à toute autre personne qui n'est pas officiellement concernée par ce processus, même après la publication du contrat retenu.</p> <p>26.2 Tout effort effectué par un soumissionnaire ou une personne au nom du soumissionnaire pour influencer le PNUD lors de l'examen, de l'évaluation et de la comparaison des propositions ou des décisions d'adjudication de contrat peut, à la décision du PNUD, entraîner le rejet de sa proposition et peut être soumis à l'application de procédures de sanctions des vendeurs du PNUD.</p>
<p>27. <i>Évaluation des propositions</i></p>	<p>27.1 Il n'est pas permis au soumissionnaire de modifier ou de modifier sa proposition après la date limite de présentation de la proposition, sauf dans les cas prévus à l'article 24 du présent RFP. Le PNUD mènera l'évaluation uniquement sur la base des propositions techniques et financières présentées.</p> <p>27.2 L'évaluation des propositions est faite des étapes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Examen préliminaire b) Admissibilité minimale et qualification (si la préqualification n'est pas faite) c) Évaluation des propositions techniques d) Évaluation des propositions financières
<p>28. <i>Examen préliminaire</i></p>	<p>28.1 Le PNUD examine les propositions pour déterminer si elles sont complètes en ce qui concerne les exigences minimales documentaires, si les documents ont été dûment signés, et si les propositions sont généralement en ordre, parmi d'autres indicateurs qui peuvent être utilisés à cette étape. Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute proposition à ce stade.</p>
<p>29. <i>Évaluation de l'éligibilité et de la qualification</i></p>	<p>29.1 L'admissibilité et la qualification du soumissionnaire seront évaluées en fonction des exigences minimales d'admissibilité et de qualification énoncées à la section 4 (critères d'évaluation).</p> <p>29.2 En termes généraux, les vendeurs qui satisfont aux critères suivants peuvent être considérés comme qualifiés:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Ils ne sont pas inclus dans la liste des terroristes et des financiers terroristes du Conseil de sécurité de l'ONU 1267/1989, ainsi que dans la liste des vendeurs inéligibles du PNUD; b) Ils ont une bonne réputation financière et ont accès à des ressources financières suffisantes pour exécuter le contrat et tous les engagements commerciaux existants, c) Ils possèdent l'expérience, l'expertise technique, la capacité de production, le cas échéant, les certifications de qualité, les procédures d'assurance de la qualité et autres ressources applicables à la prestation des services requis; d) Ils sont en mesure de se conformer pleinement aux conditions générales de contrat du PNUD; e) Ils n'ont pas d'antécédents réguliers de décisions arbitrales à l'encontre du soumissionnaire; et ... f) Ils ont un dossier de performance opportune et satisfaisante avec leurs clients.
<p>30. <i>Évaluation des propositions techniques et financières</i></p>	<p>30.1 L'équipe d'évaluation examine et évalue les propositions techniques en fonction de leur réceptivité aux termes de référence et d'autres documents de la RFP, en appliquant les critères d'évaluation, les sous-critères et le système de points spécifiés dans la section 4 (Critères d'évaluation). Une proposition est rendue irrecevable à l'étape de l'évaluation technique si elle ne parvient pas à obtenir la note technique minimale indiquée dans la FT. Si nécessaire et s'il est indiqué dans la FT, le PNUD peut inviter les soumissionnaires techniquement réceptifs à présenter une présentation relative à leurs</p>

	<p>propositions techniques. Les conditions de la présentation doivent être fournies dans le document de soumission, le cas échéant.</p> <p>30.2 Dans la deuxième étape, seules les propositions financières des soumissionnaires qui obtiennent la note technique minimale seront ouvertes à l'évaluation. Les propositions financières correspondant à des propositions techniques qui ont été non retenues ne seront pas ouvertes et, dans le cas d'une soumission manuelle, seront retournées aux soumissionnaires non ouvertes. Pour les propositions par courriel et les soumissions électroniques, le PNUD ne demandera pas le mot de passe des propositions financières des soumissionnaires dont la proposition technique n'a pas été jugée recevable.</p> <p>30.3 La méthode d'évaluation qui s'applique à la présente RFP doit être celle indiquée dans la FT, qui peut être l'une ou l'autre des deux (2) méthodes possibles, comme suit: (a) la méthode la moins chère qui sélectionne la proposition financière la plus basse évaluée des soumissionnaires techniquement réceptifs; (b) la méthode de cotation combinée qui sera fondée sur une combinaison de la note technique et financière.</p> <p>30.4 Lorsque la FT spécifie une méthode de cotation combinée, la formule de cotation des propositions sera la suivante:</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p><u>Evaluation de la proposition technique (PT)</u></p> <p>PT Score = (Score Total Obtenu pour la proposition / Score Maximal possible pour la PT) x 100</p> <p><u>Evaluation de la proposition financière (PF):</u></p> <p>PF Score = (Offre au prix le plus bas / Prix de l'offre concernée) x 100</p> <p><u>Score total combiné</u></p> <p>Score combiné = (PT Score) x (pondération de la PT, ex. 70%) + (PF Score) x (Pondération de la PF, ex 30%)</p> </div>
<p>31. Vérifications nécessaires</p>	<p>31.1 Le PNUD se réserve le droit d'entreprendre un exercice de vérifications nécessaires, également appelé post-qualification, visant à déterminer, à sa satisfaction, la validité des informations fournies par le soumissionnaire. Cet exercice doit être entièrement documenté et peut comprendre, mais ne doit pas être limité à, tout ou n'importe quelle combinaison des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Vérification de l'exactitude, de la justesse et de l'authenticité des renseignements fournis par le soumissionnaire; b) Validation de l'étendue de la conformité aux exigences de la RFP et aux critères d'évaluation fondés sur ce qui a été trouvé jusqu'à présent par l'équipe d'évaluation; c) Enquête et vérification des références auprès des entités gouvernementales ayant compétence sur le soumissionnaire, ou avec des clients antérieurs, ou toute autre entité qui a peut-être fait affaire avec le soumissionnaire ; d) Enquête et vérification des références avec les clients précédents sur la performance des travaux en cours ou des contrats terminés, y compris les inspections physiques des œuvres antérieures, si nécessaire; e) Inspection physique des bureaux du soumissionnaire, des succursales ou d'autres lieux où l'entreprise se transforme, avec ou sans préavis au soumissionnaire; f) Autres moyens que le PNUD peut juger appropriés, à tout moment dans le cadre du processus de sélection, avant l'adjudication du marché.

<p>32. <i>Clarification des propositions</i></p>	<p>32.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des propositions, le PNUD peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire de clarifier sa proposition.</p> <p>32.2 La demande de clarification et la réponse du PNUD sont présentées par écrit et aucune modification des prix ou du contenu de la proposition n'est demandée, offerte ou permise, sauf pour fournir des éclaircissements, et confirmer la correction de toute erreur arithmétique découverte par le PNUD dans l'évaluation des propositions, conformément à la RFP.</p> <p>32.3 Toute clarification non sollicitée présentée par un soumissionnaire à l'égard de sa proposition, qui n'est pas une réponse à une demande du PNUD, n'est pas prise en considération lors de l'examen et de l'évaluation des propositions.</p>
<p>33. <i>Réactivité de la proposition</i></p>	<p>33.1 La détermination du PNUD quant à la réactivité d'une proposition sera basée sur le contenu de la proposition elle-même. Une proposition substantiellement réactive est celle qui est conforme à tous les termes, conditions, Tor et autres exigences de la RFP sans déviation matérielle, réserve ou omission.</p> <p>33.2 Si une proposition n'est pas substantiellement réactive, elle est rejetée par le PNUD et ne peut par la suite être réadaptée par le soumissionnaire en corrigeant l'écart matériel, la réserve ou l'omission.</p>
<p>34. <i>Non-conformités, erreurs et omissions réparables</i></p>	<p>34.1 À condition qu'une proposition soit substantiellement réactive, le PNUD peut renoncer à toute non-conformité ou omission dans la proposition qui, de l'avis du PNUD, ne constitue pas une déviation matérielle.</p> <p>34.2 Le PNUD peut demander au soumissionnaire de soumettre, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour rectifier les non-conformités ou les omissions non matérielles dans la proposition relative aux exigences en matière de documentation. Cette omission ne peut être liée à aucun aspect du prix de la proposition. L'omission du soumissionnaire de se conformer à la demande peut entraîner le rejet de sa proposition.</p> <p>34.3 Pour la proposition financière qui a été ouverte, le PNUD doit vérifier et corriger les erreurs arithmétiques comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) S'il y a une divergence entre le prix unitaire et le total de la ligne qui est obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total de la ligne est corrigé, sauf si, de l'avis du PNUD, il y a une erreur évidente o f le point décimal du prix unitaire; dans ce cas, le total de la ligne de facturation, tel qu'il est cité, régite et le prix unitaire est corrigé; b) S'il y a une erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé; Et c) S'il y a divergence entre les mots et les chiffres, le montant en mots prévaudra, à moins que le montant exprimé en mots ne soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra. d) Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction des erreurs commises effectuée par le PNUD, sa proposition est rejetée.
<p>E. Adjudication du contrat</p>	
<p>35. <i>Droit d'accepter, rejeter, une ou toute proposition</i></p>	<p>35.1 Le PNUD se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, de rendre l'une ou l'ensemble des propositions non recevables, et de rejeter toutes les propositions à tout moment avant l'adjudication du marché, sans encourir de responsabilité, ni obligation d'informer le (s) soumissionnaire (s) concerné (s) du motif de l'action du PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer le contrat à l'offre la moins chère.</p>
<p>36. <i>Critères d'attribution</i></p>	<p>36.1 Avant l'expiration de la validité de la proposition, le PNUD attribuera le marché au soumissionnaire qualifié en fonction des critères d'attribution indiqués dans la FT.</p>

37. <i>Debriefing</i>	37.1 Dans le cas où un soumissionnaire n'a pas été retenu, le soumissionnaire peut demander un débriefing du PNUD. L'objectif du débriefing est de discuter des points forts et des faiblesses de la présentation du soumissionnaire, afin d'aider le soumissionnaire à améliorer ses futures propositions de possibilités d'approvisionnement du PNUD. Le contenu des autres propositions et la façon dont ils se comparent à la présentation du soumissionnaire ne seront pas discutés.
38. <i>Droit de modifier les exigences au moment de l'adjudication</i>	38.1 Au moment de l'adjudication du marché, le PNUD se réserve le droit de varier la quantité de services et/ou de marchandises, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) de l'offre totale, sans modification du prix unitaire ou d'autres conditions.
39. <i>Signature du contrat</i>	39.1 Dans les quinze (15) jours suivant la date de réception du contrat, le soumissionnaire retenu doit signer et dater le contrat et le renvoyer au PNUD. L'omission de le faire peut constituer un motif suffisant pour l'annulation de l'adjudication, et la confiscation de la garantie de la proposition, le cas échéant, et sur quel événement, le PNUD peut attribuer le contrat au deuxième soumissionnaire classé ou demander de nouvelles propositions.
40. <i>Type de contrat et conditions générales</i>	40.1 Les types de contrat à signer et les conditions générales du contrat du PNUD applicables, telles que spécifiées dans la FT, sont accessibles à l'adresse : http://www.undp.org/content/UNDP/en/Home/Procurement/Business/How-We-Buy.html
41. <i>Garantie de performance</i>	41.1 Une garantie de performance, si elle est requise dans la FT, doit être fournie dans le montant indiqué dans la FT et suivant le formulaire disponible à l'adresse https://Popp.undp.org/layouts/15/WopiFrame.aspx?SourceDoc=/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/public/PSU_Solicitation_Performance%20Guarantee%20Form.docx&action dans les quinze (15) jours suivant la signature du contrat par les deux parties. Lorsqu'une garantie de performance est requise, la réception de la garantie de performance par le PNUD est une condition pour rendre le contrat effectif.
42. <i>Garantie bancaire pour les avances</i>	42.1 Sauf lorsque les intérêts du PNUD l'exigent, il est préférable que le PNUD ne fasse aucun paiement anticipé (c'est-à-dire des paiements sans avoir reçu de résultats). Si un paiement anticipé est autorisé selon la FT, et dépasse 20% du prix total du contrat, ou USD 30 000, selon la valeur la moins élevée, le soumissionnaire doit soumettre une garantie bancaire dans le montant total du paiement anticipé sous la forme disponible à https://popp.undp.org/layouts/15/WopiFrame.aspx?sourcedoc=/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/PSU_Contract%20Management%20Payment%20and%20Taxes_Advanced%20Payment%20Guarantee%20Form.docx&action=default
43. <i>Domages et intérêts</i>	43.1 Si la clause est spécifiée dans la FT, le PNUD appliquera la clause dommages-intérêts résultant des retards ou de la violation de ses obligations par l'entrepreneur conformément au contrat.
44. <i>Dispositions relatives au paiement</i>	44.1 Le paiement ne sera effectué qu'après l'acceptation par le PNUD du travail effectué. Les conditions de paiement sont dans les trente (30) jours, après réception de la facture et attestation d'acceptation des travaux délivrés par l'autorité compétente du PNUD avec la supervision directe de l'entrepreneur. Le paiement sera effectué par virement bancaire dans la devise du contrat.
45. <i>Plainte des fournisseurs</i>	45.1 La procédure du PNUD offre la possibilité aux personnes ou aux entreprises qui n'ont pas obtenu de contrat par le biais d'un processus d'achat compétitif de faire appel. Dans le cas où un soumissionnaire estime qu'il n'a pas été traité équitablement, le lien suivant

	<p>fournit des détails supplémentaires concernant les procédures de protestation des fournisseurs du PNUD: http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/prot-est-and-sanctions.html</p>
<p>46. <i>Autres dispositions</i></p>	<p>46.1 Dans le cas où le soumissionnaire offre un prix inférieur au gouvernement hôte (par exemple, la General Services Administration (GSA) du gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique) pour des services similaires, le PNUD aura droit au même prix inférieur. Les conditions générales du PNUD auront priorité.</p> <p>46.2 Le PNUD a le droit de recevoir le même prix offert par le même entrepreneur dans le contrat avec l'Organisation des Nations Unies et/ou ses agences. Les conditions générales du PNUD auront priorité.</p> <p>46.3 L'Organisation des Nations Unies a établi des restrictions à l'emploi des (anciens) fonctionnaires de l'ONU qui ont participé à la procédure de passation des marchés, conformément au bulletin ST/SGB/2006/15 http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=ST/SGB/2006/15&referer</p>

SECTION 3. FICHE TECHNIQUE

Les données suivantes pour les services à acquérir doivent compléter, compléter ou modifier les dispositions de la demande de propositions. En cas de conflit entre les instructions aux soumissionnaires, la fiche technique et les autres annexes ou références jointes à la fiche technique, les dispositions de la fiche technique prévaudront.

FT No.	Ref. à la Section.2	Données	Instructions/exigences spécifiques
1	7	Langue de la proposition	Français
2		Soumission des propositions pour des parties ou des sous-parties du Tor (soumissions partielles)	Non Autorisé
3	20	Propositions alternatives	Ne seront pas considérées
4	21	Conférence préparatoire	Ne sera pas menée
5	10	Période de validité de la proposition	90 jours
6	14	Garantie de soumission	Non Requisite
7	41	Païement anticipé lors de la signature du contrat	Non autorisée
8	42	Dommages et Intérêts	Ne seront pas appliqués Fournir les détails ci-dessous si "Seront appliqués" est sélectionné, sinon supprimer les éléments ci-dessous Pourcentage du prix contractuel par jour de retard : _____
9	40	Garantie de performance	Non requise
10	18	Devise de la proposition	Devise locale --XOF__
11	31	Date limite de soumission des demandes de clarification/questions	5 Jours avant date de dépôt

12	31	Coordonnées pour soumettre des clarifications/questions	Point focal au PNUD : Procurement Adresse : Immeuble Wolle Ndiaye Route des Almadies Adresse électronique : achats.senegal@undp.org
13	18, 19 and 21	Manière de diffuser des renseignements supplémentaires à la RFP et des réponses/clarifications aux requêtes	Communication directe aux prospecteurs potentiels par email et posté sur le website _Procurement Notice_____
14	23	Date de soumission	Les soumissions seront reçus jusqu'au 10 Mai 2021 à 14h00mn heure Locale Dakar
14	22	Manière permise de soumettre des propositions	
15	22	Adresse de soumission de proposition	En raison de la pandémie, les offres ne sont reçues que par voie électronique à l'adresse suivante : senegal.procurement@undp.org Par conséquent, les offres transmises par courrier ne seront pas considérées
16	22	Soumission électronique (eTendering) Exigences	<ul style="list-style-type: none"> par Courrier électronique uniquement sur senegal.procurement@undp.org
17	27 36	Méthode d'évaluation pour l'adjudication du contrat	Méthode de notation combinée, en utilisant la distribution de 70%-30% pour les propositions techniques et financières respectivement La note technique minimale requise pour passer est de 70%.
18		Date prévue pour le commencement du contrat	15/06/2021
19		Durée maximale prévue du contrat	85 jours ouvrables étalés sur 6 mois
20	35	Le PNUD attribuera le contrat à :	Un ou plusieurs fournisseurs, selon les facteurs suivants: La présente consultation est répartie en trois lots : ☛ Lot 1 : commune de Bargny ;

			<ul style="list-style-type: none"> ☛ Lot 2 : commune de Sandiara ; ☛ Lot 3 : commune de Mont-Rolland.
21	39	Type de contrat	<p>Bon de commande et Contrat professionnel du PNUD pour la fourniture de biens et services.</p> <p>http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html</p>
22	39	Conditions contractuelles du PNUD qui s'appliqueront	<p>Conditions générales du PNUD pour les services professionnels</p> <p>http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html</p>
23		Autres renseignements relatifs au RFP	<p><i>Toutes les autres instructions et informations qui ne sont pas encore mentionnées dans cette fiche de données mais qui sont pertinentes pour la RFP doivent être citées ici, et toutes les autres entrées qui peuvent être ajoutées dans ce cadre.</i></p>

Section 4. Critère d'évaluation

Critère d'examen préliminaire

Les propositions seront examinées afin de déterminer si elles sont complètes et soumises conformément aux exigences de la RFP, selon les critères ci-dessous, sur une base de réponse oui/non:

- Signatures appropriées
- Prouration
- Documents minimaux fournis
- Propositions techniques et financières soumises séparément
- Validité de la soumission
- Garantie de soumission présentée selon les exigences de la RFP avec période de validité conforme

Critères minimum d'éligibilité et de qualification :

L'éligibilité et la qualification seront évaluées sur la base d'évaluation de type : réussite/échec.

Si la proposition est présentée en tant que coentreprise/consortium/association, chaque membre du groupement doit respecter les critères minimaux, sauf indication contraire dans le critère.

Sujet	Critère	Exigences de soumission de document
Eligibilité		
Statut légal	Le vendeur est une entité légalement enregistrée.	Formulaire B : Formulaire d'information du soumissionnaire
Eligibilité	Le vendeur n'est ni suspendu, ni radié, ni autrement identifié comme inéligible par une organisation des Nations Unies ou par le groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale conformément à la clause 3 du RFP.	Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique
Conflit d'intérêts	Aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 de la RFP.	Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique
Faillite	Non déclaré en faillite, non impliqué dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a pas de jugement ou de poursuites judiciaires contre le vendeur qui pourraient nuire à ses opérations dans un avenir prévisible.	Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique
	<input checked="" type="checkbox"/> Registre de Commerce ; <input checked="" type="checkbox"/> Certificat de non-redevance d'impôts et Taxes (Quitus) <input checked="" type="checkbox"/> Etats financiers certifiés des trois dernières années (2017-2018 et 2019)	
Qualification		

Historique des contrats non performants¹	Non-exécution d'un contrat qui n'a pas eu lieu en raison d'une défaillance de l'entrepreneur au cours des trois dernières années.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Historique des litiges	Pas d'antécédents de décisions judiciaires/arbitrales au détriment du soumissionnaire au cours des trois dernières années.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Expérience antérieure	Minimum 05 années d'expérience pertinente.	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Minimum 3 contrats de nature, valeur et complexité similaire, exécuté au cours des 3 dernières années. <i>(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
Position financière	Chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 25 000 000 fcfa pour les 3 dernières années. <i>(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Le soumissionnaire doit démontrer la solidité actuelle de sa position financière et indiquer sa rentabilité prospective à long terme. <i>(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Tout autre critère supplémentaire si nécessaire	

¹ Non-performance, as decided by UNDP, shall include all contracts where (a) non-performance was not challenged by the contractor, including through referral to the dispute resolution mechanism under the respective contract, and (b) contracts that were so challenged but fully settled against the contractor. Non-performance shall not include contracts where Employers decision was overruled by the dispute resolution mechanism. Non-performance must be based on all information on fully settled disputes or litigation, i.e. dispute or litigation that has been resolved in accordance with the dispute resolution mechanism under the respective contract and where all appeal instances available to the Bidder have been exhausted.

Critères d'évaluation technique

Résumé des formulaires d'évaluation des propositions techniques		Points Maximum
1.	Expérience pertinente du cabinet pour la mission	300
2.	Conformité du plan de travail et de la méthode proposée aux TDR	250
3.	Qualification du personnel proposé	450
Total		1000

Section 1. Expérience pertinente du cabinet pour la mission		Points Maximum
1.1	Expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans les domaines de l'aménagement du territoire et du développement territorial	100
1.2	Expérience, d'au moins, 05 ans dans l'appui aux collectivités territoriales	100
1.3	Le cabinet devra également avoir (au cours des cinq dernières années) deux expériences avérées (attestations à l'appui) en élaboration de plans ou schémas d'aménagement du territoire à l'échelle territoriale, nationale ou régionale	100
Total Section 1		300

Section 2. Conformité du plan de travail et de la méthode proposée aux TDR		Points Maximum
2.1	Exhaustivité	50
2.2	Pertinence de la méthode proposée.	100
2.3	Cohérence du plan de travail (délai et plan de travail)	100
Total Section 2		250

Section 3. Qualification du personnel proposé		Points Maximum
3.1	Un spécialiste en aménagement du territoire et gouvernance territoriale (titulaire d'un doctorat en aménagement du territoire ou diplôme équivalent), chef de mission ayant au moins quinze (15) années d'expériences professionnelles dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement territorial, du développement urbain et de la gouvernance territoriale	150
3.2	Un expert en développement rural (Diplôme Bac + 5 au minimum en agronomie ou en agro-industrie) ayant une expérience d'au moins dix (10) années dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement rural au Sénégal, une bonne connaissance des ressources et potentialités naturelles du Sénégal et une bonne maîtrise des chaînes de valeur agricoles	100
3.3	Un expert en environnement et développement durable, (Diplôme bac + 5 au minimum) ayant au moins huit (08) années d'expériences professionnelles	75
3.4	Un (01) géomaticien, (Diplôme bac + 3 au minimum) ayant au moins trois (03) années d'expériences professionnelles	75
3.5	Autres profils capables de faire le diagnostic de terrain ainsi que d'animer les sessions d'échanges, de formation des acteurs	50
TOTAL		450

Section 5. Termes de Référence



Programme des Nations Unies pour le développement

Recrutement de cabinets en trois (03) lots pour la réalisation des schémas communaux d'aménagement et de développement territorial des communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny

I. Informations générales

Titre : Recrutement de cabinets en trois (03) lots pour la réalisation des schémas communaux d'aménagement et de développement territorial des communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny

Supervision : Team Leader Gouvernance

Lieu : Sénégal

Langue requise : Français

Durée contrat : 85 jours étalés sur 06 mois

Date de démarrage souhaitée : 01 mai 2021

II. Contexte

Le Sénégal s'est doté d'un plan National d'Aménagement et de Développement Territorial (PNADT) à l'horizon 2035. Ce document de planification spatiale et d'orientation stratégique du développement territorial a été approuvé, lors du conseil présidentiel sur l'Aménagement du Territoire du 24 janvier 2020, sous la présidence du Président Macky SALL. La vocation principale du PNADT est de développer le Sénégal à partir de ses territoires, par une bonne structuration de l'espace et une valorisation durable de ses ressources et potentialités.

Il propose des stratégies d'aménagement et de développement territorial permettant d'assurer une bonne structuration du territoire, une valorisation durable des ressources et potentialités ainsi que la réduction des inégalités intégrant les défis et enjeux liés aux changements climatiques, à l'urbanisation, aux technologies de l'information et de la communication et à la mondialisation, etc. Il permet, ainsi, la mise en cohérence des initiatives et instruments existants tout en assurant la convergence de ces initiatives, dans une vision projetée, à l'horizon 2035.

La mise en œuvre opérationnelle du PNADT nécessite l'élaboration de documents, au niveau des échelons inférieurs de gouvernance, tel que prévu par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement durable des Territoires (LOADT) (Loi N°2021-04 du 12 janvier 2021). A l'échelle de la Commune, le schéma communal d'aménagement et de développement territorial fixe les options d'aménagement et de développement et contribue à la mise en cohérence des projets de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur privé.

L'élaboration du SCADT trouve, également, son justificatif dans l'acte III de la décentralisation qui promeut un développement des territoires à partir de leurs ressources et potentialités. Ainsi, le SCADT permettra aux communes ciblées de se doter d'un document qui organisera de manière cohérente et durable leur développement.

En effet, avec le transfert de domaines de compétence dont l'aménagement du territoire, l'Etat n'est plus le seul acteur de l'aménagement du territoire. Les collectivités territoriales, de même que les acteurs économiques et sociaux, occupent un rôle et une place de plus en plus importants dans les programmes de développement, induisant ainsi une action politique de plus en plus négociée, concertée et contractualisée. Ce qui montre à juste titre que, l'aménagement et le développement territorial, dans une dimension prospective, restent une compétence partagée entre les différents échelons déconcentrés comme décentralisés avec des enjeux de durabilité et de complémentarité.

Le SCADT constituera ainsi une référence technique et politique pour les institutions, acteurs locaux et partenaires au développement pour un développement harmonieux et durable du territoire communal. Ledit document précisera les grandes orientations en matière d'aménagement et de développement territorial avec des projets structurants échelonnés et programmés dans le temps et dans l'espace avec un accent particulier sur le développement agricole, la préservation de l'environnement, la connectivité, la valorisation des ressources et l'accès aux services essentiels, entre autres.

Le SCADT permettra de renforcer l'entrepreneuriat des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables en favorisant le développement de filières de formation professionnelle pour les femmes et les jeunes filles, adaptées aux potentialités économiques des territoires, en proposant des actions de consolidation des mesures de protection sociale de toutes les personnes y compris les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes filles (ODD1) et de renforcement des capacités productives des exploitations familiales par l'encadrement des activités de production agricole afin de limiter l'exode des jeunes et favoriser le développement territorial. L'artisanat présente également un intérêt stratégique pour l'économie nationale. Beaucoup de femmes et de jeunes filles sont dans ce secteur, qui a été très éprouvé par le COVID-19. Ainsi, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs de l'artisanat, notamment les femmes et les jeunes filles.

C'est dans cette perspective que l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) en collaboration avec le Programme des Nations Unies (PNUD) pour le développement compte expérimenter l'élaboration de schémas communaux d'aménagement et de développement territorial.

Les présents termes de référence sont élaborés pour sélectionner des cabinets chargés de la réalisation des schémas communaux d'aménagement et de développement territorial dans les communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny.

III. Objectifs et résultats attendus

OBJECTIF GENERAL

L'objectif principal est d'élaborer les schémas communaux d'aménagement et de développement territorial (SCADT), les Communes de Sandiara, Mont-Rolland et Bargny.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

De manière spécifique, il s'agira de :

- Faire le bilan-diagnostic pour chaque commune, à travers, notamment l'analyse de l'environnement et des ressources naturelles, les dynamiques spatiales et démographiques, le développement humain, le système productif et la gouvernance territoriale ;
- Cartographier les différentes composantes du territoire de chaque commune afin d'identifier la localisation des potentialités valorisables et des principales contraintes sur cet espace ;
- Identifier les enjeux d'aménagement et de développement territorial de chaque commune.
- Elaborer les schémas communaux d'aménagement et de développement territorial (SCADT) de Sandiara, Montrolland et Bargny.

Prise en compte du genre : *Les Cabinets devront inclure une dimension genre dans toutes les activités.*

RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus sont :

- Un cadre institutionnel fonctionnel pour l'élaboration du SCADT est mis en place pour chaque commune ;
- Un bilan-diagnostic du SCADT est proposé et validé pour chaque commune ;
- Les potentialités territoriales valorisables et les principales contraintes pour l'aménagement du territoire de la commune sont cartographiées pour chaque commune ;
- Les enjeux d'aménagement et de développement territorial de chaque commune sont identifiés ;
- les Schémas communaux d'Aménagement et de Développement territorial de Sandiara, Montrolland et Bargny sont élaborés.

IV. Constitution des lots

La présente consultation est répartie en trois lots :

- ☛ Lot 1 : commune de Bargny ;
- ☛ Lot 2 : commune de Sandiara ;
- ☛ Lot 3 : commune de Mont-Rolland.

L'exécution de chaque lot se fera simultanément sur une durée de 85 jours étalée sur 06 mois.

V. Tâches du cabinet pour chaque lot

Sous la supervision technique de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT), les tâches suivantes seront exécutées par les cabinets.

- Participer à la mise en place de la commission communale d'aménagement et de développement territorial (CCADT).

La CCADT regroupe, en plus des acteurs du Conseil Municipal :

- le chef du centre d'appui au développement local ;
- les représentants des organisations socio-professionnelles de la commune ;
- les représentants des organisations de la société civile de la commune ;
- les représentants des projets et programmes intervenant dans la commune.

Le Chef de service régional de l'aménagement du territoire est le rapporteur de la CCADT.

Le Maire prend un arrêté mettant en place la CCADT, approuvé par le Représentant de l'Etat territorialement compétent ;

- Elaborer le Rapport d'Orientation Méthodologique du SCADT ;
- Participer à la préparation et à l'animation de l'atelier de validation du Rapport d'Orientation méthodologique.
- Procéder à un inventaire exhaustif de la documentation existante sera effectué.
- Effectuer des enquêtes sur la base de fiches de collecte des indicateurs suivants : l'environnement et les ressources naturelles, les dynamiques spatiales et démographiques, le développement humain, le système productif et la gouvernance territoriale

Cette phase de recueil de données sera supervisée par les experts de l'ANAT, pour s'assurer de la fiabilité des données et de leur exhaustivité.

- Elaborer le bilan diagnostique du territoire sur la base de l'analyse rétrospective des données et des informations recueillies lors de la revue documentaire et de la collecte de données.

Le bilan-diagnostic permet d'identifier les enjeux d'aménagement et de développement territorial à travers notamment l'environnement et les ressources naturelles, les dynamiques spatiales et démographiques, le développement humain, le système productif et la gouvernance territoriale.

Pour chaque thématique les enjeux d'aménagement et de développement territorial sont identifiés en procédant, notamment à une :

- Étude rétrospective de l'évolution des secteurs concernés sur une période allant de cinq à dix ans (dans la mesure du possible sur la période 2010-2020) et produire des données complémentaires (enquêtes socio-économiques, télédétection, etc.) pour une bonne caractérisation du territoire départemental à travers les cinq axes suivants : l'environnement et les ressources naturelles, les dynamiques spatiales et démographiques, le développement humain, le système productif, la gouvernance territoriale ;
- Analyse des disparités territoriales et des perspectives de développement dans le cadre du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial et celles induites par les programmes et plans de développement socio-économiques en cours.

La cartographie des différentes composantes du territoire permettra d'identifier la localisation des potentialités valorisables et des principales contraintes sur cet espace.

- Participer à la préparation et à l'animation des ateliers de restitution avec la CCADT. L'ANAT participera à la préparation, à l'animation et au reporting de cet atelier, qui devra enregistrer la participation de tous les acteurs territoriaux ;
- Intégrer les observations des différentes instances dans la finalisation des rapports.

Pour la phase formulation du SCADT, les principales tâches du Cabinet d'études sont :

- Proposer la vision et les orientations d'aménagement et de développement territorial à travers l'organisation (aux frais du Cabinet d'études) d'un atelier de prospective territoriale impliquant les différentes parties prenantes ;
- Définir le schéma de structure du SCADT comprenant notamment la hiérarchie fonctionnelle des établissements humains, la grille des équipements pour chaque niveau de la hiérarchie fonctionnelle des établissements humains, le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS), les filières porteuses, les infrastructures et équipements structurants d'appui à la production ;
- Identifier des actions pertinentes d'aménagement et de développement territorial ;
- Proposer le plan d'actions pluriannuel de mise en œuvre du SCADT, assorti d'un système de suivi-évaluation ;
- Identifier un portefeuille de projets structurants prioritaires (période 2022-2027) ;
- Analyser l'environnement de mise en œuvre et proposer des mécanismes adéquats d'opérationnalisation des actions d'aménagement et de développement territorial et des projets prioritaires ;

- Rédiger l'avant-projet de SCADT ;
- Participer à la préparation et à l'animation des ateliers de restitution avec la CCADT. L'ANAT participera à la préparation, à l'animation et au reporting de cet atelier, qui devra enregistrer la participation de tous les acteurs territoriaux ;
- Intégrer les observations des différentes instances dans la finalisation des rapports.

VI. Livrables et jalons de paiement

Livrables

Pour chaque lot, le Cabinet devra remettre, au PNUD, les livrables, en français en deux exemplaires (version papier et numérique) qui seront validés par le PNUD et l'ANAT, notamment :

- Un **rapport d'orientation méthodologique** qui présentera, de façon exhaustive, la compréhension de la mission, décline la démarche méthodologique et le chronogramme de la mission. Le rapport sera produit en trois (03) exemplaires sur support papier et un exemplaire sur support électronique (clé USB).
- Un **rapport portant « le bilan diagnostic du SCADT »** avec l'identification et la définition des concepts clés, une étude rétrospective de l'évolution des secteurs concernés sur une période allant de cinq à dix ans et en prenant en compte leur impact spatial, l'analyse des perspectives de développement induites par les programmes et plans de développement socio-économiques en cours, l'identification des enjeux d'aménagement et de développement territorial à travers notamment l'environnement et les ressources naturelles, les dynamiques spatiales et démographiques, le développement humain, le système productif et la gouvernance territoriale. Le rapport sera produit en trois (03) exemplaires sur support papier et un exemplaire sur support électronique (clé USB).
- Un **rapport global du SCADT**, incluant, la synthèse du bilan-diagnostic, les enjeux d'aménagement et développement territorial, la vision et les orientations, le schéma de structure, les actions d'aménagement et de développement territorial, le plan d'actions pluriannuel, le portefeuille de projets structurants prioritaires et la stratégie de mise en œuvre.

Chaque livrable est constitué d'un rapport provisoire et d'un rapport définitif. Les rapports provisoires (pré-validés par l'ANAT) seront soumis à l'approbation de la CCADT qui se réunira en atelier de validation.

Jalons de paiement pour chaque lot

Livrables	Délais/jours	Jalons
01. Une note d'orientation méthodologique de cadrage avec un chronogramme détaillé	10	20%
02. Un rapport portant « le bilan diagnostic du SCADT »	45	50%
03. Un rapport global du SCADT	30	30%
Total	85 jours	100%

VII. Compétences et facteurs de succès

COMPÉTENCES REQUISES

Compétences techniques :

- Bonne connaissance dans les domaines de l'aménagement du territoire et du développement territorial.
- Connaissance de la politique de décentralisation au Sénégal ;
- Expérience en gestion de projets et programmes exécutés par les partenaires au développement ainsi que ceux mis en œuvre par l'Etat ;
- Très bonne maîtrise de la gestion axée sur les résultats ;
- Bonne connaissance des stratégies d'équité et d'égalité de genre ;
- Bonne capacité de communication verbale et écrite en français. La connaissance de l'anglais sera un atout ;
- Engagement, disponibilité, souplesse ;
- Expériences de travail avec différentes institutions publiques, les maires, les Partenaires au développement et les institutions non gouvernementales ;
- Maîtrise des outils informatiques.

De plus, le cabinet devra :

Compétences de base

- Démontrer son intégrité à travers le respect des valeurs et standards d'éthique des Nations Unies ;
- Adopter une attitude énergique, positive, constructive dans l'approche du travail ;
- Disposer d'une capacité à conduire un processus de capitalisation et de rapportage ;
- Agir positivement sur les attitudes et les comportements et répondre positivement aux feedbacks. Il doit être apte à accepter les critiques et être volontariste pour intégrer des observations constructives formulées.

Partage des connaissances

- Promouvoir la gestion des connaissances et le partage d'expériences ;
- Travailler activement pour son développement personnel et l'amélioration continue de ses connaissances et appliquer les nouvelles compétences basées sur la gestion axée sur les résultats.

Travail en équipe

- Être apte à travailler en équipe et sous pression, en restant serein et en gardant une bonne humeur, quelle que soit la situation ;
- Avoir les aptitudes à établir des relations de travail efficaces, dans un cadre multinational, multiculturel et pluriethnique, en faisant preuve de tact et de respect de la diversité.

Communication

- Avoir une bonne capacité de communication orale et écrite ;
- Être ouvert aux changements et capable de gérer les situations complexes ;
- Avoir des connaissances solides des Technologies de l'information et de la Communication.

VIII. Critères de sélection pour chaque lot	
Expériences et capacités du cabinet	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans les domaines de l'aménagement du territoire et du développement territorial. • Expérience, d'au moins, 05 ans dans l'appui aux collectivités territoriales • Le cabinet devra également avoir (au cours des cinq dernières années) deux expériences avérées (attestations à l'appui) en élaboration de plans ou schémas d'aménagement du territoire à l'échelle territoriale, nationale ou régionale
Qualification du personnel proposé pour la réalisation des prestations	<ul style="list-style-type: none"> • Un spécialiste en aménagement du territoire et gouvernance territoriale (titulaire d'un doctorat en aménagement du territoire ou diplôme équivalent), chef de mission ayant au moins quinze (15) années d'expériences professionnelles dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement territorial, du développement urbain et de la gouvernance territoriale ; • Un expert en développement rural (Diplôme Bac + 5 au minimum en agronomie ou en agro-industrie) ayant une expérience d'au moins dix (10) années dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement rural au Sénégal, une bonne connaissance des ressources et potentialités naturelles du Sénégal et une bonne maîtrise des chaînes de valeur agricoles ; • Un expert en environnement et développement durable, (Diplôme bac + 5 au minimum) ayant au moins huit (08) années d'expériences professionnelles ; • Un géomaticien, (Diplôme bac + 3 au minimum) ayant au moins trois (03) années d'expériences professionnelles. • Le cabinet est libre de proposer d'autres profils capables de faire le diagnostic de terrain ainsi que d'animer les sessions d'échanges, de formation des acteurs.
IX. Autres compétences	
<p>Innovation : capacité à faire fonctionner des idées nouvelles et utiles</p> <p>Leadership : capacité à persuader les autres de suivre et génère l'engagement, l'enthousiasme et l'excellence chez les autres</p> <p>Gestion des personnes : capacité à améliorer les performances et la satisfaction et à modéliser la pensée et l'action indépendantes</p> <p>Communication : capacité à écouter, adapter, persuader et transformer. Synthétise les informations pour communiquer une analyse indépendante</p>	

Livraison : capacité à faire avancer les choses tout en faisant preuve d'un bon jugement ; savoir répondre aux objectifs et aux critères de qualité pour la livraison de produits ou de services

X. Critères d'évaluation

L'évaluation des offres se déroulera en deux temps. L'évaluation de la proposition technique avant l'ouverture et la comparaison de la proposition financière pour chaque lot

La proposition technique sera évaluée suivant des critères suivants conformément avec les termes de référence

Notation	Nombre de points
<p>1. Expérience pertinente du cabinet pour la mission</p> <p>a. Expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans les domaines de l'aménagement du territoire et du développement territorial (100 points)</p> <p>b. Expérience, d'au moins, 05 ans dans l'appui aux collectivités territoriales (100 points)</p> <p>c. Le cabinet devra également avoir (au cours des cinq dernières années) deux expériences avérées (attestations à l'appui) en élaboration de plans ou schémas d'aménagement du territoire à l'échelle territoriale, nationale ou régionale (100 points)</p>	300 points
<p>2. Conformité du plan de travail et de la méthode proposée aux TDR</p> <p>a. Exhaustivité : 50 points</p> <p>b. Pertinence de la méthode proposée : 100 points</p> <p>c. Cohérence du plan de travail (délai et plan de travail) : 100 points</p>	250 points
<p>3. Qualification du personnel proposé</p> <p>a. Un spécialiste en aménagement du territoire et gouvernance territoriale (titulaire d'un doctorat en aménagement du territoire ou diplôme équivalent), chef de mission ayant au moins quinze (15) années d'expériences professionnelles dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement territorial, du développement urbain et de la gouvernance territoriale (150 points)</p> <p>b. Un expert en développement rural (Diplôme Bac + 5 au minimum en agronomie ou en agro-industrie) ayant une expérience d'au moins dix (10) années dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement rural au Sénégal, une bonne connaissance des ressources et potentialités naturelles du Sénégal et une bonne maîtrise des chaînes de valeur agricoles (100 points)</p> <p>c. Un expert en environnement et développement durable, (Diplôme bac + 5 au minimum) ayant au moins huit (08) années d'expériences professionnelles (75 points)</p> <p>d. Un (01) géomaticien, (Diplôme bac + 3 au minimum) ayant au moins trois (03) années d'expériences professionnelles (75 points)</p> <p>e. Autres profils capables de faire le diagnostic de terrain ainsi que d'animer les sessions d'échanges, de formation des acteurs (50 points)</p>	450 points
Total	1000 points

XI. Annexes : zone d'étude

Les zones d'études sont les communes de Sandiara, Mont Rolland et Bargny, ainsi localisées :

COMMUNES	DEPARTEMENT	REGION
Sandiara	Département de Mbour	Région de Thiès
Mont Rolland	Département de Tivaouane	Région de Thiès
Bargny	Département de Rufisque	Région de Dakar

Ces communes sont identifiées parmi les 23 communes pilotes retenues par le Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires en partenariat avec le PNUD dans le cadre de la territorialisation des ODD.

Leurs choix se justifient également par l'importance du projet d'Agropole Centre pour le gouvernement, les enjeux d'intercommunalité et l'appui en cours du PNUD.

11.1. Commune de Sandiara

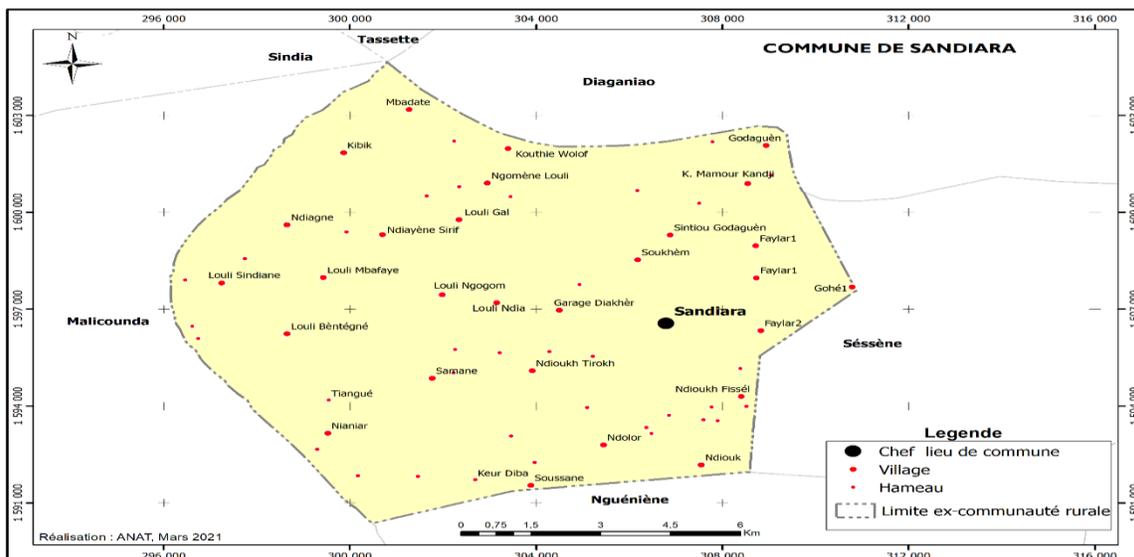
La Commune de Sandiara est située dans l'arrondissement de Sessène, département de Mbour, région de Thiès. Elle s'étale sur une superficie de 198,6 km² et est limitée au Nord par la Commune de Ndiagianiao, au Sud par la Commune de Nguèniène, à l'Est par la Commune de Sessène et à l'Ouest par la Commune de Malicounda. La commune de Sandiara compte 22 villages et 8 hameaux. Sa population est estimée à 35299 habitants en 2021 (Projection Population_RGPHAE 2013_ ANSD) et sa superficie est de 198, 2 km².

Elle est sur la nationale 1 à 100 km de Dakar, à 45 km de l'aéroport international Blaise Diagne de Diass, et à 20 km de la station balnéaire de Saly Portudal.

Sandiara est membre de l'Entente Intercommunale Malicounda-Nguèniène-Sandiara (MNS) qui va gérer la Nouvelle Agropole de l'Ouest qui sera installée sur une assiette de 1160 ha située sur un espace territorial que se partagent lesdites Communes. L'Agropole sera orientée vers la production horticole et laitière. Elle comportera également une zone d'élevage moderne qui permettra aux éleveurs et agriculteurs de moderniser et de développer leurs activités.

Sandiara regorge de beaucoup de potentialités qui sont analysées dans le rapport de diagnostic social économique et environnemental de la commune de Sandiara, réalisé en 2020 par le PNUD et Agora Consulting dans le cadre de l'articulation du plan de développement communal (PDC) aux objectifs de développement durable (ODD).

[Carte 1 : Commune de Sandiara](#)

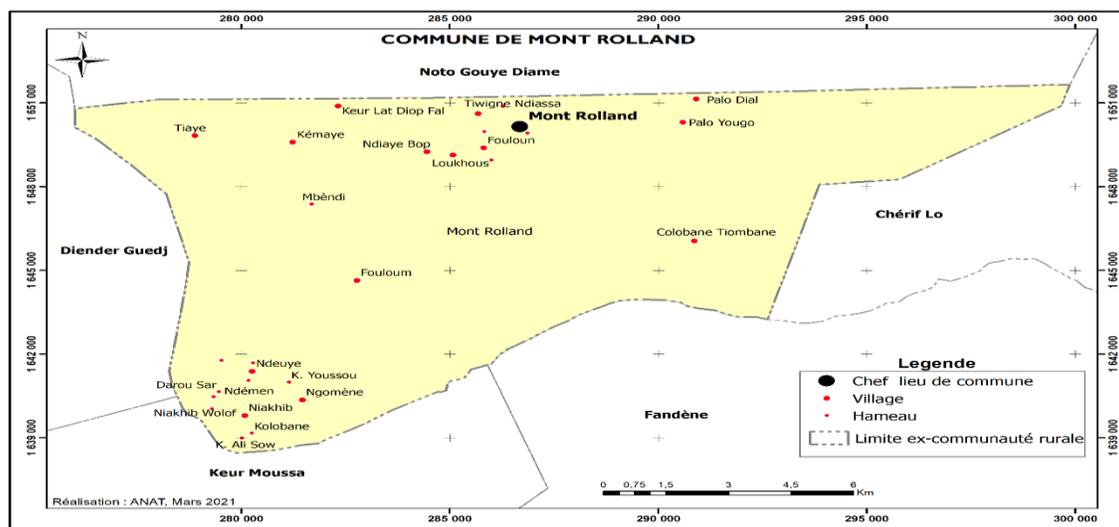


11.2. Commune de Mont-Rolland

Située dans les parties basses du plateau de Thiès (Nord-ouest du Sénégal), la Commune de Mont-Rolland, non loin de l'océan Atlantique, est caractérisé par un relief accidenté. Elle couvre une superficie de 172 km² et sa population est estimée à 17534 habitants en 2021 (Projection Population_RGPHAE 2013_ ANSD).

Elle est délimitée au Sud-ouest par le département de Tivaouane et est limitée au Nord par la commune de Notto-Gouye Diama, au Sud par celle de Fandène, à l'Est par Chérif Lô et à l'Ouest par les collectivités territoriales de Djender et de Keur Moussa.

Carte 2 : Commune de Mont Rolland

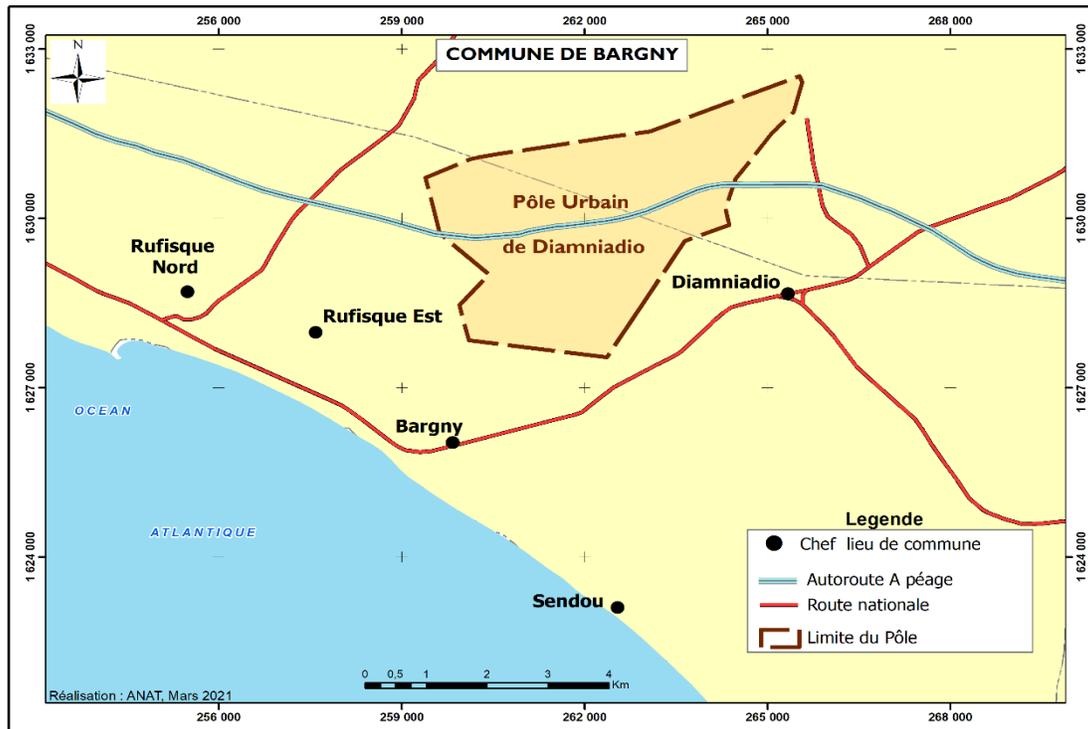


11.3. Commune de Bargny

La commune de Bargny se trouve sur la côte sud de la presqu'île du Cap-Vert, à une trentaine de kilomètres de Dakar. La ville est située sur la petite côte sénégalaise à l'est de Rufisque et à 35 km de Dakar-Plateau par la route nationale RN1 ou par l'autoroute A1. Elle fait une superficie de 7 km² et compte une population estimée à 64260 habitants en 2021 (Projection Population_RGPHAE 2013_ ANSD).

La commune de Bargny est impactée par la cimenterie de la SOCOIM, le pôle urbain de Diamniadio et le port minéralier de Bargny, la centrale à charbon, entre autres.

Carte 3 : Commune de Bargny



SECTION 6 : FORMULAIRES DE SOUMISSION / LISTE DE CONTROLE

Ce formulaire sert de liste de contrôle pour la préparation de votre proposition. Veuillez remplir les formulaires de soumission conformément aux instructions figurant dans les formulaires et les retourner dans le cadre de votre soumission de proposition. Aucune modification au format des formulaires ne sera autorisée et aucune substitution ne sera acceptée.

Avant de soumettre votre proposition, veuillez-vous assurer de vous conformer aux instructions de soumission de la FT 22.

Enveloppe de proposition technique :

Avez-vous dûment rempli tous les formulaires de soumission requis ?	
▪ Form A : Formulaire de soumission de la proposition technique	<input type="checkbox"/>
▪ Form B : Formulaire d'information du soumissionnaire	<input type="checkbox"/>
▪ Form C : Formulaire d'information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association	<input type="checkbox"/>
▪ Form D : Formulaire de qualification	<input type="checkbox"/>
▪ Form E : Formulaire de la proposition technique	<input type="checkbox"/>
▪ Form H : Formulaire de garantie de soumission	<input type="checkbox"/>
▪ [Autres formulaires si nécessaire]	<input type="checkbox"/>
Avez-vous fourni les documents requis pour établir la conformité aux critères d'évaluation de la section 4 ?	<input type="checkbox"/>

Enveloppe de proposition financière :

(Doit être soumis dans une enveloppe scellée séparée/email protégé par mot de passe)

▪ Form F : Formulaire de soumission de la proposition financière	<input type="checkbox"/>
▪ Form G : Formulaire de proposition financière	<input type="checkbox"/>

FORM A : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

Nous, les soussignés, proposons de fournir les services pour [insérer le titre des services] conformément à votre demande de proposition no [insérer le numéro de référence de la RFP] et notre proposition. Nous soumettons notre proposition, qui inclut cette proposition technique et notre proposition financière scellée sous une enveloppe séparée.

Nous déclarons par la présente que notre société, ses filiales ou ses employés, y compris les membres de JV/Consortium/Association ou sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du contrat :

- a) n'est pas sous l'interdiction de participer aux achats par l'Organisation des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions issues des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- b) n'ont pas été suspendus, radiés, sanctionnés ou autrement identifiés comme inéligibles par une organisation des Nations Unies ou par le groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
- c) n'ont pas de conflit d'intérêts conformément à l'instruction aux soumissionnaires clause 4 ;
- d) ne pas employer, ou anticiper l'emploi, toute personne qui est, ou a été membre du personnel de l'ONU au cours de la dernière année, si ledit membre du personnel de l'ONU a ou a eu des relations professionnelles antérieures avec notre entreprise en sa qualité de membre du personnel de l'ONU au cours des trois dernières années de service avec les Nations Unies (conformément aux restrictions des Nations Unies pour l'après-mandat publiées dans la circulaire ST/SGB/2006/15);
- e) n'ont pas déclaré faillite, ne sont pas impliqués dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, et qu'il n'y a pas de jugement ou de poursuite judiciaire en cours contre eux qui pourraient nuire à leurs opérations dans un avenir prévisible ;
- f) s'engagent à ne pas se risquer dans des pratiques proscrites, y compris, mais sans s'y limiter, la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction ou toute autre pratique contraire à l'éthique, avec l'ONU ou toute autre partie, et à mener des affaires d'une manière qui évite tout financement, des risques opérationnels, de réputation ou autres à l'ONU et que nous adoptons les principes du code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations faites dans cette proposition sont vraies et nous acceptons que toute mauvaise interprétation ou fausse déclaration contenue dans cette proposition peut conduire à notre disqualification et/ou sanction par le PNUD.

Nous proposons de fournir des services conformes aux documents d'appel d'offres, y compris les conditions générales de contrat du PNUD et conformément aux termes de référence.

Notre proposition est valable et reste liée pour la période de temps spécifiée dans la fiche technique de soumission.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous recevez.

Je soussigné, certifie que je suis dûment autorisé par Seynabou Diaw Ba à signer cette proposition et à l'engager si le PNUD accepte cette proposition.

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

Signature: _____

[Cachet officiel du soumissionnaire]

FORM B : FORMULAIRE D'INFORMATION DU SOUMISSIONNAIRE

Nom légal du soumissionnaire	[Compléter]
Adresse légale	[Compléter]
Année d'enregistrement	[Compléter]
Information du Représentant Autorisé du soumissionnaire	Nom et Titre: [Compléter] Téléphone: [Compléter] Email : [Compléter]
Etes-vous enregistré comme fournisseur auprès d'UNGM ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si Oui, [insérer le numéro de fournisseur UGNM]
Etes-vous un fournisseur UNDP ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si Oui, [insérer le numéro de fournisseur UNDP]
Pays d'exploitation	[Compléter]
No. D'employés à temps plein	[Compléter]
Certificats d'Assurance Qualité (ex. ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat valide):	[Compléter]
Votre compagnie possède-t-elle une certification telle que ISO 14001 relative à l'environnement ? (Si oui, fournir une copie du certificat valide) :	[Compléter]
Votre compagnie possède-t-elle une politique environnementale écrite ? (Si oui, fournir une copie)	[Compléter]
Personne de référence que le PNUD peut contacter pour des demandes de clarification lors de l'évaluation des propositions	Nom et Titre : [Compléter] Téléphone : [Compléter] Email : [Compléter]
Veillez joindre les documents suivants :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Profil de l'entreprise, qui ne doit pas dépasser quinze (15) pages, y compris les brochures imprimées et les catalogues de produits pertinents pour les produits/services achetés ▪ Certificat d'enregistrement d'entreprise ▪ Certificat d'enregistrement ou de paiement d'impôt délivré par l'autorité de référence attestant que le soumissionnaire est mis à jour avec ses obligations de paiement d'impôt, ou certificat d'exonération fiscale, si un tel privilège est apprécié par le soumissionnaire ▪ Papiers d'enregistrement de nom commercial, s'il y a lieu ▪ Permis de l'administration nationale d'opérer dans un lieu d'affectation, s'il y a lieu ▪ Lettre officielle de nomination en tant que représentant local, si le prestataire soumet une proposition au nom d'une entité située à l'extérieur du pays ▪ Procuration

Form C : Formulaire d'information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

À remplir et à retourner avec votre proposition si la proposition est présentée en tant que coentreprise/Consortium/Association.

No	Nom du partenaire et coordonnées (Adresse, téléphone, fax, e-mail)	Proportion proposée des responsabilités (en%) et du type de services à effectuer
1	[Compléter]	[Compléter]
2	[Compléter]	[Compléter]
3	[Compléter]	[Compléter]

Nom du partenaire principal (L'autorité de lier le JV, le consortium, l'Association pendant le processus du RFP et, dans le cas où un contrat est adjugé, pendant l'exécution de contrat)	[Compléter]
---	-------------

Nous avons joint une copie du document ci-dessous signé par chaque partenaire, qui détaille la structure juridique et la confirmation de la responsabilité conjointe et séparable des membres de ladite coentreprise :

Lettre d'intention de former une coentreprise **OU** Accord de JV/Consortium/Association agreement

Nous confirmons par la présente que si le contrat est adjugé, toutes les parties de la coentreprise / Consortium/Association sont solidairement responsables envers le PNUD pour l'accomplissement des dispositions du contrat.

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

FORM D : FORMULAIRE DE QUALIFICATION

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

S'il s'agit d'une JV/Consortium/Association, à compléter par chaque partenaire.

Historique des contrats non-performants

<input type="checkbox"/> La non-exécution des contrats n'a pas eu lieu au cours des 3 dernières années			
<input type="checkbox"/> Contrat (s) non effectué (s) durant les 3 dernières années			
Année	Proportion du contrat non exécutée	Informations du Contrat	Montant total du contrat (valeur totale en USD \$)
		Nom du Client : Adresse du Client : Raison(s) de non-performance:	

Historique des litiges (inclus les litiges en cours)

<input type="checkbox"/> Pas d'historique des litiges depuis 3 ans			
<input type="checkbox"/> Historique des litiges			
Année du litige	Montant concerné (en US\$)	Informations du Contrat	Montant total du contrat (valeur totale en USD \$)
		Nom du Client : Adresse du Client : Objet du litige : Partie qui a initié le litige : Statut du litige : Partie qui a eu gain de cause si le litige a été résolu :	

Expérience pertinente précédente

N'énumérez que les affectations précédentes qui ont été exécutées avec succès au cours des 3 dernières années.

Énumérez uniquement les affectations pour lesquelles le soumissionnaire a été légalement contracté ou sous-traité par le client en tant que société ou en étant l'un des partenaires du consortium/JV. Les travaux effectués par les experts individuels du soumissionnaire travaillant en privé ou par l'intermédiaire d'autres entreprises ne peuvent être réclamés comme l'expérience pertinente du soumissionnaire, ou celui des associés ou des sous-consultants du soumissionnaire, mais peuvent être réclamés par les experts eux-mêmes dans leur Cvs. Le soumissionnaire devra être disposé à étayer l'expérience revendiquée en présentant des copies des documents et références pertinents si le PNUD le demande.

Nom du projet et pays d'affectation	Nom du client et contact de référence	Valeur du contrat	Période de l'activité	Types d'activités

Les soumissionnaires peuvent également joindre leurs propres fiches de données de projet avec plus de détails pour les affectations ci-dessus.

Ci-joints les déclarations de performance satisfaisante des trois principaux clients ou plus..

Etat financier

Chiffre d'affaires annuel pour les 3 dernières années	Année	USD
	Année	USD
	Année	USD
Dernière note de crédit (le cas échéant), indiquez la source		

Information financière (en US\$ equivalent)	Information pour les 3 dernières années		
	Année 1	Année 2	Année 3
	<i>Informations du bilan</i>		
Total Actifs (TA)			
Total Passifs (TL)			
Actifs actuels (CA)			
Passifs actuels (CL)			
	<i>Information tirée de l'état des résultats</i>		
Total / Recettes brutes (TR)			
Profits avant Taxes (PBT)			
Profit Net			
Ratio actuel			

Ci-jointes des copies des États financiers vérifiés (bilans, y compris toutes les notes connexes et comptes de résultat) pour les années requises ci-dessus, conformément aux conditions suivantes :

- Doit refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la partie à une JV, et non des sociétés sœurs ou mères ;
- Les états financiers historiques doivent être vérifiés par un comptable public accrédité ;
- Les États financiers historiques doivent correspondre aux périodes comptables déjà remplies et vérifiées. Aucune déclaration pour les périodes partielles n'est acceptée.

FORM E : FORMULAIRE DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

La proposition du soumissionnaire devra être organisée pour suivre ce format de proposition technique. Lorsque le soumissionnaire est soumis à une exigence ou demande d'utiliser une approche spécifique, le soumissionnaire doit non seulement énoncer son acceptation, mais aussi décrire comment il entend se conformer aux exigences. Lorsqu'une réponse descriptive est demandée, l'omission de fournir cette dernière sera considérée comme non réactive.

SECTION 1 : Qualification, capacité et expertise du soumissionnaire

- 1.1 Brève description de l'organisation, y compris l'année et le pays d'enregistrement, et les types d'activités entreprises.
- 1.2 Capacité organisationnelle générale susceptible d'influer sur la mise en œuvre : structure de gestion, stabilité financière et capacité de financement de projets, contrôles de gestion de projet, mesure dans laquelle tout travail serait sous-traité (dans l'affirmative, fournir des précisions).
- 1.3 Pertinence des connaissances et de l'expérience spécialisées sur les engagements similaires réalisés dans la région/le pays.
- 1.4 Procédures d'assurance de la qualité et mesures d'atténuation des risques.
- 1.5 L'engagement de l'organisation envers la durabilité.

SECTION 2 : Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés

Cette section devra démontrer la réceptivité du soumissionnaire au TDR en identifiant les éléments spécifiques proposés, en répondant aux exigences, en fournissant une description détaillée des caractéristiques de performance essentielles proposées et en démontrant comment l'approche et la méthodologie proposées satisfont ou dépassent les exigences. Tous les aspects importants doivent être abordés avec suffisamment de détails et les différentes composantes du projet doivent être pondérées de manière adéquate par rapport à l'autre.

Une description détaillée de l'approche et de la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs du projet, en gardant à l'esprit la pertinence des conditions locales et de l'environnement du projet. Préciser comment les différents éléments de service doivent être organisés, contrôlés et livrés.

La méthodologie doit également comporter des détails sur les mécanismes internes d'examen technique et d'assurance de la qualité du soumissionnaire.

Expliquez si un travail serait sous-traité, à qui, combien de pourcentage du travail, la justification, et les rôles des sous-traitants proposés et comment chacun fonctionnera en tant qu'équipe.

Description des mécanismes et des outils de suivi et d'évaluation des performances existants ; comment ils seront adoptés et utilisés pour une exigence spécifique

Plan de mise en œuvre comprenant un diagramme de Gantt ou un calendrier de projet indiquant la séquence détaillée des activités qui seront entreprises et leur calendrier correspondant.

Démontrez comment vous prévoyez d'intégrer des mesures de durabilité dans l'exécution du contrat. Tout autre commentaire ou information concernant l'approche et la méthodologie du projet qui seront adoptées.

SECTION 2A : Commentaires et suggestions du soumissionnaire sur les termes de référence

Fournir des commentaires et des suggestions sur le cadre de référence, ou des services supplémentaires qui seront rendus au-delà des exigences du TDR, le cas échéant.

SECTION 3 : Structure de gestion et personnel clé

- 3.1 Décrire l'approche globale de gestion de la planification et de la mise en œuvre du projet. Inclure un organigramme pour la gestion du projet décrivant la relation entre les postes clés et les désignations. Fournir une feuille de calcul pour montrer les activités de chaque personnel et le temps alloué à son implication.
- 3.2 Fournir des CV pour le personnel clé qui sera proposé pour soutenir la mise en œuvre de ce projet en utilisant le format ci-dessous. Les cvs devront démontrer des qualifications dans des domaines pertinents à la portée des services.

Format de CV du personnel clé proposé

NOM DE LA PERSONNE	[INSERER] _____
POSITION RETENUE POUR CETTE MISSION	[INSERER] _____
NATIONALITE	[INSERER]
QUALIFICATIONS LINGUISTIQUES	[INSERER] _____

EDUCATION/
QUALIFICATIONS

[RESUMER LES ETUDES SUPERIEURES/UNIVERSITAIRES ET AUTRES FORMATIONS SPECIALISEES DES MEMBRES DU PERSONNEL, EN DONNANT LES NOMS DES ECOLES, LES DATES AUXQUELLES ILS SONT PRESENTS ET LES DIPLOMES/QUALIFICATIONS OBTENUS.]

[INSERER]

CERTIFICATIONS
PROFESSIONNELLES

[FOURNIR DES DETAILS SUR LES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES RELATIVES A LA PORTEE DES SERVICES]

- NOM DE L'INSTITUTION : [INSERER]
- DATE DE CERTIFICATION : [INSERER]

HISTORIQUE DES
EMPLOIS /
EXPERIENCE

[ÉNUMERER TOUS LES POSTES OCCUPES PAR LE PERSONNEL (EN COMMENÇANT PAR LE POSTE ACTUEL, LA LISTE DANS L'ORDRE INVERSE), DONNER LES DATES, LE NOM DE L'ORGANISATION QUI EMPLOIE, LE TITRE DU POSTE DETENU ET LE LIEU DE L'EMPLOI. POUR L'EXPERIENCE DES CINQ DERNIERES ANNEES, PRECISEZ LE TYPE D'ACTIVITES EXECUTEES, LE DEGRE DE RESPONSABILITE, L'EMPLACEMENT DES AFFECTATIONS ET TOUTE AUTRE INFORMATION OU EXPERIENCE PROFESSIONNELLE JUGEE PERTINENTE POUR CETTE AFFECTATION.]

[INSERER]

REFERENCES

[FOURNIR DES NOMS, DES ADRESSES, DES COORDONNEES DE TELEPHONE ET DE COURRIEL POUR DEUX (2) REFERENCES]

	REFERENCE 1:
	[INSERER]
	REFERENCE 2:
	[INSERER]

JE SOUSSIGNE, CERTIFIE QUE, AU MIEUX DE MES CONNAISSANCES ET DE MES CONVICTIONS, CES DONNEES DECRIVENT CORRECTEMENT MES QUALIFICATIONS, MES EXPERIENCES ET D'AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES SUR MOI-

MEME.

Signature de la personne

Date (D/M/Y)

FORM F : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PROPOSITION FINANCIERE

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

Nous, les soussignés, proposons de fournir les services pour [insérer le titre des services] conformément à votre demande de proposition N° [insérer le numéro de référence de la RFP] et notre proposition. Nous soumettons notre proposition, qui inclut cette proposition technique et notre proposition financière scellée sous une enveloppe séparée. Notre proposition financière ci-jointe est d'un montant de [insérer le montant en lettres et en chiffres]. Notre proposition est valide et reste liée pour la période de temps spécifiée dans la fiche de soumission. Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous recevez.

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

Signature: _____

[Cachet officiel du soumissionnaire]

FORM G : FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIERE

Nom du soumissionnaire :	[Insérer le nom du soumissionnaire]	Date	Sélectionner la date
Référence du RFP :	[Insérer la référence du RFP]		

Le soumissionnaire est tenu de préparer la proposition financière suivant le format ci-dessous et de le soumettre dans une enveloppe distincte de la proposition technique indiquée dans l'instruction aux soumissionnaires. Toute information financière fournie dans la proposition technique conduira à l'exclusion du soumissionnaire.

La proposition financière doit correspondre aux exigences du mandat et de la proposition technique du soumissionnaire.

Devise monétaire de la proposition : [Insérer une devise]

Tableau 1 : Sommaire des prix globaux

	Montant(s)
Honoraires professionnels (du tableau 2)	
Autres coûts (du tableau 3)	
Montant total de la proposition financière	

Tableau 2 : Répartition des honoraires professionnels

Nom	Position	Honoraire	No. de Jours/Mois/heures	Montant total
		A	B	C=A+B
Sur site				
Home Based				
Sous total Honoraires :				

Tableau 3 : Ventilation des autres coûts

Description	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Vols internationaux	Voyage A/R			
Indemnité de subsistance	Jour			
Frais de déplacements divers	Voyage			

Frais de transport locaux	Forfait			
Dépenses individuelles				
Autres coûts (préciser)				
Sous total Autres coûts :				

Tableau 4 : Répartition du prix par activité/livrable

Livrable/ Description de l'activité	Temps alloué (H/J)	Honoraires professionnels	Autres coûts	Total
Livrable 1				
Livrable 2				
Livrable 3				
.....				

FORM H: FORMULAIRE DE GARANTIE DE SOUMISSION (N/A)

La garantie de soumission doit être émise à l'aide de l'en-tête officiel de la banque émettrice. Sauf pour les champs indiqués, aucune modification ne peut être apportée à ce modèle.

Au : PNUD

[Insérer les coordonnées fournies dans la fiche technique]

ATTENDU que [Nom et adresse du soumissionnaire] (ici dénommé « le soumissionnaire ») a présenté au PNUD une proposition datée du [Cliquez ici pour entrer une date.](#) pour exécuter les services de [Insérer le titre des services] (ci-après dénommé "la proposition") :

Et ATTENDU qu'il a été stipulé par le PNUD que le soumissionnaire devra vous fournir une garantie bancaire par une banque reconnue pour la somme qui y est indiquée comme garantie au cas où le soumissionnaire :

- a) Ne signe pas le contrat après que le PNUD l'ait octroyé ;
- b) Retire sa proposition après la date d'ouverture des propositions ;
- c) Omet de se conformer à la modification des exigences du PNUD, selon les instructions de la RFP ; ou
- d) Omet de fournir des garanties d'exécution et/ou de bonne fin, des assurances ou d'autres documents que le PNUD pourrait exiger comme condition pour rendre le contrat effectif.

Et ATTENDU que nous avons convenu de donner au soumissionnaire une telle garantie bancaire :

Par conséquent, nous affirmons par la présente que nous sommes le garant et responsable auprès du PNUD, au nom du soumissionnaire, jusqu'à un montant total de [montant de garantie] [en mots et en chiffres], cette somme étant payable dans les types et proportions de devises dans lesquelles la proposition de prix est payable, et nous nous engageons à vous payer, sur votre première demande écrite et sans contester ou argumenter, toute somme requise dans les limites de [montant de garantie comme susdit] sans que vous ayez besoin de prouver ou de montrer des motifs ou des raisons de votre demande pour la somme qui y est spécifiée.

Cette garantie est valable jusqu'à 30 jours après la date de validité finale des soumissions.

SIGNATURE ET CACHET DE LA BANQUE EMETTRICE

Signature: _____

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

Nom de la banque _____

Adresse _____

[Cachet officiel de la Banque]